

Chers Françaises, Chers Français,  
Mes chers compatriotes,

Dans une période d'interrogations et d'incertitudes comme celle que nous traversons, nous devons nous rappeler qui nous sommes.

La France n'est pas un pays comme les autres. Le sens des injustices y est plus vif qu'ailleurs. L'exigence d'équité et de solidarité plus forte.

Chez nous, ceux qui travaillent financent les pensions des retraités. Chez nous, un grand nombre de citoyens paie un impôt sur le revenu, parfois lourd, qui réduit les inégalités. Chez nous, l'éducation, la santé, la sécurité, la justice sont accessibles à tous indépendamment de la situation et de la fortune. Les difficultés de la vie, comme le chômage, peuvent être surmontés, grâce à l'effort partagé par tous. C'est pourquoi la France est, de toutes les nations, une des plus fraternelles et des plus égalitaires.

C'est aussi une des plus libres, puisque chacun est protégé dans ses droits et dans sa liberté d'opinion, de conscience, de croyance ou de philosophie.

Et chaque citoyen a le droit de choisir elles et ceux qui porteront sa voix dans la conduite du pays, dans l'élaboration des lois, dans les grandes décisions à prendre.

Chacun partage le destin des autres et chacun est appelé à décider du destin de tous : c'est tout cela, la Nation française.

Comment ne pas éprouver la fierté d'être Français ?

Je sais, bien sûr, que certains d'entre nous sont aujourd'hui insatisfaits ou en colère. Parce que les impôts sont pour eux trop élevés, les services publics trop ébignés, parce que les salaires sont trop faibles pour que certains puissent vivre dignement du fruit de leur travail, parce que notre pays n'offre pas les mêmes chances de réussir selon le lieu ou la famille d'où l'on vient. Tous voudraient un pays plus prospère et une société plus juste.

Cette ambition, je la partage. La société que nous voulons est une société dans laquelle pour réussir on ne devrait pas avoir besoin de relations ou de fortune, mais d'effort et de travail.

En France, mais aussi en Europe et dans le monde, non seulement une grande inquiétude, mais aussi un grand trouble ont gagné les esprits. Il nous faut y répondre par des idées claires.



## LA LETTRE AUX FRANÇAIS : L'ETAT TOUJOURS SUR LA SELLETTE ?

Dans sa lettre aux français faisant suite au mouvement des gilets jaunes, le Président de la République évoque de nombreuses pistes pour résoudre la crise.

Alors qu'un projet de loi serait bouclé concernant l'Etat et la Fonction publique, plusieurs questions recourent CAP 2022 (*Réforme de l'Etat fondée sur 22 propositions explosives pour réduire la dépense publique*) :

« Faut-il supprimer certains services publics qui seraient dépassés ou trop chers par rapport à leur utilité ? »

L'organisation de l'Etat fait aussi l'objet d'interrogations :

« Comment voudriez-vous que l'Etat soit organisé et comment peut-il améliorer son action ? »

« Faut-il revoir le fonctionnement de l'administration et comment ? »

Il est à noter que ces questions étaient l'objet de CAP 2022 et qu'une « large consultation populaire a déjà été organisée ! »

Les fonctionnaires, lourdement sollicités lors de la crise (inachevée) des gilets jaunes, ne peuvent que se plaindre d'un manque de lisibilité et de respect évident.

Quant aux organisations syndicales, elles sont de plus en plus évincées.

